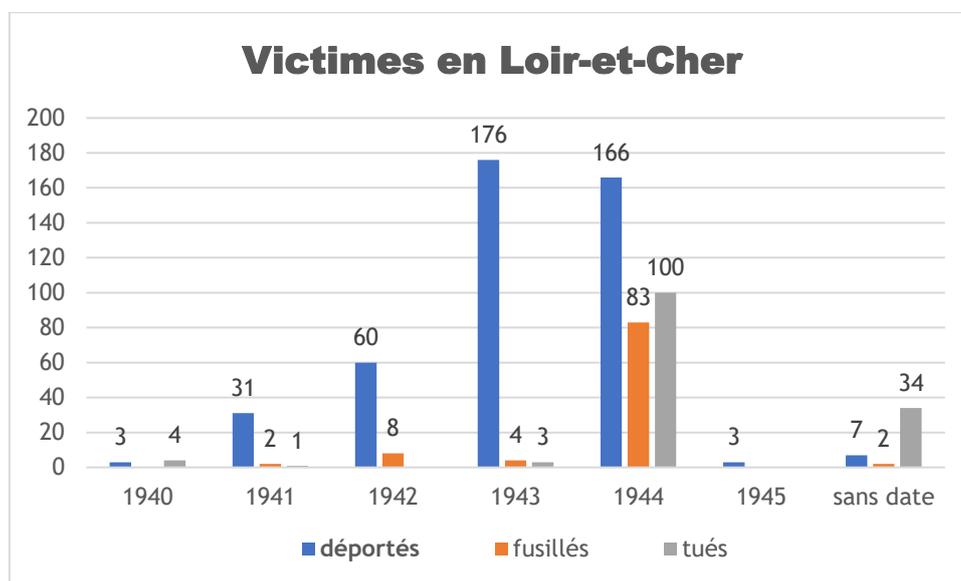


Des lendemains...

Le filtre mémoriel que constituent les récits des sabotages et des combats au cours des 3 derniers mois de l'Occupation, peut avoir estompé les actions clandestines des 4 années précédentes. C'est pourtant au cours de ces dernières qu'a été opérée la plus grande part des 450 déportations, dont plus de la moitié des victimes ne sont pas revenues. Mais il est vrai aussi que plus des 2/3 des personnes tuées ou exécutées par les Allemands – 175 sur 255 – l'ont été après le débarquement du 6 juin 44.¹ Et surtout, ces trois mois ont été libérateurs, c'est-à-dire victorieux, quand les quatre années précédentes avaient été marquées par une apparente soumission.



¹ 208 personnes ont pu être rapatriées et le sort de 12 n'est pas précisé. Tous les nombres de victimes cités doivent être pris avec précautions : ils sont issus de dépouillements d'archives peut-être à compléter.

Outre le nombre des victimes, celui des acteurs – le plus souvent jeunes – beaucoup plus important que celui des clandestins, contribue à valoriser le rôle de la période finale. En août 44, environ 2000 hommes appartiennent à des groupes, pour beaucoup sous « étiquette » FTP, participent à des opérations de sabotages, de guérilla ou, pour le plus grand nombre de surveillance et de garde. Or, pour toute l'Occupation, 127 hommes et femmes sont répertoriés dans le réseau Libé-Nord, par son responsable départemental, Théo Berthin. Quant au réseau le plus efficacement précoce en Loir-et-Cher, « Adolphe-Buckmaster », il ne comptait qu'une centaine de membres dans le secteur de Romorantin en 1943.¹ Jusqu'au printemps 44, les FTP eux-mêmes ne semblent pas non plus être très nombreux. Après l'arrestation, en avril, d'André Souquière, l'un des 3 dirigeants du parti communiste de la région d'Orléans, les papiers saisis font état de « 90 + 10 » FTP pour le Loir-et-Cher en mars 44 et de 42 MOI (que les policiers traduisent en « *Mouvement Ouvrier International* »).² Ces derniers nombres sont cohérents avec ceux que Franck Liaigre donne dans la seule étude universitaire des FTP³. Finalement, c'est bien le débarquement et la perspective d'une défaite imminente des occupants qui jouent le rôle mobilisateur final, en Loir-et-Cher comme ailleurs.

Si les mouvements de résistance disparaissent rapidement des organisations politiques, la mémoire résistante, elle, imprègne les représentations de la période, au point, on l'a vu, d'occuper une place prépondérante dans les récits de l'Occupation. Au point aussi de jouer un rôle dans la vie politique postérieure. Les partitions politiques d'avant-guerre sont bien sûr bouleversées. Le Loir-et-Cher était alors dominé par le centre-gauche, 6 des 7 parlementaires de 1936 appartenant à ce courant, parmi lesquels deux figures nationales, les sénateurs Joseph Paul-Boncour et Camille Chautemps⁴. Les mouvements extrêmes, Croix de feu puis parti social français (PSF) à droite, et parti communiste (PCF) à gauche, ardents propagandistes, ne pesaient pas dans les résultats électoraux - aux élections de 1936 : de 0,5 à 6 % pour les communistes et entre 1 et 2 % pour l'extrême-droite.

Cette dernière, déconsidérée par la collaboration pétainiste avec les occupants, disparaît pour longtemps. Être simplement resté à l'écart du monde résistant interdit toute ambition départementale à gauche comme à droite, comme en témoigne le rejet par la mouvance résistante pourtant de son bord, à Romorantin, de Jean-Jacques

¹ Les listes figurent dans les fonds Leroux-Duchêne, ADLC 55 et 56 J 28, et le versement de l'abbé Guillaume, 1 J 104

² Les photographies de l'ensemble des documents saisis par la Sipo d'Orléans au domicile de Souquière (« Cantais » dans la clandestinité) -en particulier les tableaux d'effectifs- figurent dans ADLC 1375 W 95. Voir aussi sur ce site : « Communistes : surveillance et répression »

³ Franck Liaigre, « Les FTP, nouvelle histoire d'une résistance » éd. Perrin, 2015. Cet ouvrage -le seul consacré aux FTP- est tiré de sa thèse

⁴ Emile Laurens, radical-socialiste, Robert Mauger et Kléber Beaugrand (SFIO), Louis Besnard-Ferron (socialiste indépendant). Le 3^{ème} sénateur, Pichery, qui vota (comme Chautemps, Beaugrand et Besnard-Ferron) les pouvoirs constituants à Pétain le 10 juillet 1940- appartenait à un courant modéré de centre-droit.

Dumoret, ancien député « républicain de gauche » (conservateur) et conseiller général avant-guerre.¹ En revanche, une « *conduite sous l'Occupation sans reproche* » ou, mieux encore, une participation « *notoire* » à des actions résistantes permettent à la droite départementale, constamment dominée sous la IIIème République, au point de n'avoir aucun élu aux élections de 1936, de renaître sous la IVème, avec différentes étiquettes – républicains libéraux, avec le nouvel homme fort, Robert Bruyneel, gaullistes avec un Résistant déporté, Marcel Buhler ou républicains populaires avec le démocrate-chrétien vendômois Gabriel Chevallier.

Les partis communistes et socialistes bénéficient, eux, de leur action et de leur image résistantes. Le second, déjà bien installé avant-guerre, profite en sus de l'effondrement du parti radical-socialiste, dominant sous la IIIème République. Mais désormais concurrencé par le parti communiste, il perd la prééminence à gauche et ne conserve qu'un député. Le premier, en dépit de sa faiblesse numérique initiale en Loir-et-Cher et de sa position « défaitiste » en 1939-40, a pu mettre en place, à partir de 1943-44, une organisation efficace grâce à des cadres permanents « importés »². Il a pris soin de préserver la spécificité FTP au moment de la création des FFI en février 44 et a su agréger des sensibilités politiques parfois très éloignées de ses propres conceptions, quand elles ne lui étaient pas totalement opposées, dans le Front National ou dans les organisations de femmes (Union des Femmes Françaises) et de jeunes (Front Uni des Jeunes Patriotes). Il a aussi parfaitement géré l'arrivée tardive d'officiers d'active de l'ORA au printemps 44.³ Tout cela s'ajoute au fait qu'il fut une des cibles privilégiées de la répression, tant allemande que vichyste⁴, ce qui lui a naturellement apporté la reconnaissance due aux victimes – aux « *martyrs* », le mot est utilisé chez Guillaume et chez Casa-Jardel.

Il enregistre ainsi un bond en avant de sa capacité militante et de son électorat. Le nombre d'adhérents serait ainsi passé de quelques centaines avant la guerre – et moins de 500 au printemps 44 – à 3700 après la Libération, 4800 au printemps 45 et 6500 à l'automne suivant !⁵ Marginal en Loir-et-Cher dans les années 30, tant dans les

¹ Dumoret, candidat sortant aux élections départementales de septembre 1945 y subit un lourd échec qui met fin à sa carrière politique. Voir ADLC 3 W 323

² Emile Dufois (« Jacques François ») pour le parti, Lucien Jardel (originaire il est vrai de Bracieux où son père était maire) pour le Front National, Lucien Lamarine pour les FTP...

³ Au point que certains nommaient le lieutenant-Colonel de la Vaissière (« Valin »), commandant les FFI au nord de la Loire, « *le colonel communiste* » (cité par Casas-Jardel, page 86) ! La liste des noms du « *Comité directeur* » du Front National en Loir-et-Cher (à lire ici) est révélatrice de cette volonté de rassemblement... Voir ADLC 56 J 29

⁴ Sur environ 700 victimes loir-et-chériennes, une cinquantaine ont subi cette répression pour activité ou seulement soupçons d'activité communiste. Ce nombre est difficile à préciser, la qualification « communiste » pouvant être extensive. Voir sur ce site : « Communistes : surveillance et répression » et la base de données « Répression ».

⁵ Ces nombres sont ceux indiqués sur les papiers saisis chez Souquière pour 1944 et donnés par le commissaire RG -qui ne précise pas ses sources- dans son rapport déjà cité de mars 1946 - ADLC 3 W 254 / Philippe BUTON donne des nombres différents, plus exacts, issus des documents des congrès

élections locales que nationales, le vote communiste devient important, supérieur même à celui de toutes les autres forces, y compris socialistes : d'à peine 6 % des électeurs inscrits en 1936, il passe à presque 20 % aux élections législatives d'octobre 1945 et cette progression spectaculaire se confirme aux élections ultérieures, en 1946.

Rien d'étonnant donc dans le fait que la mouvance communiste semble l'avoir nettement emporté dans la mémoire loir-et-chérienne, autant au cours de la période suivant immédiatement la Libération que sur un terme plus long, comme en témoigne le statut de référence acquis par l'ouvrage de ses deux représentants.

	P	W	JC	F	FN	FUJP	UF	UD	CDLN	MOI
1	110	70	33	11	45	10	31	1		
6	318-2	20+10	113	25	1200	95	62	1	1	12
7	10									80
8	529+101	170+8	87	110	600			1	1	34
9	122+32	104+51	6	10	10+110	10				32
	1157+118	451+63	169	86	1885+57	125	93	3	2	258

Mars 1944

(le document ci-dessus est la photographie réalisée par la police d'Orléans des papiers saisis en avril 1944 chez André Souquière. Au verso, sont précisées les colonnes : P pour le parti, W pour les FTP, JC pour les jeunes communistes, F pour les femmes, FN pour le Front National, FUJP pour le Front Uni des Jeunes Patriotes, UF pour Union des femmes au Front National, UD pour Union départementale des syndicats illégaux, CDLN pour Comité de Libération Nationale, MOI pour Mouvement Ouvrier International (communistes étrangers) - Le Loir-et-Cher est identifié R6 (2^{ème} ligne).

Mais, bien qu'augmentant considérablement leur poids électoral, les communistes se sont tout de même heurtés à un refus majoritaire dans les scrutins non proportionnels. En 1945, à Romorantin, chef-lieu d'arrondissement, plutôt que de s'allier avec des socialistes, ils avaient fait liste commune avec les principaux responsables de la mouvance résistante en Sologne, étiquetés « de droite » et même

communistes ou ceux transmis à Moscou : 791 en 1937, 950 en septembre 1944, 2993 en avril 1945, 4500 en décembre 1945, 5100 en 1946 - ouvrage cité

« réactionnaires » sur des notes préfectorales : les électeurs ont largement élu ces derniers et, à l'exception d'un seul, éliminé tous les communistes de la liste ... À Saint-Aignan, le maire nommé à la Libération, socialiste estimé proche de la mouvance communiste, a vu sa liste – et lui-même – rejetés par les électeurs, au profit des amis de Joseph Paul-Boncour, connu pour son opposition à cette tendance¹. À Contres, le député-maire socialiste Robert Mauger, en vieille opposition radicale aux communistes, a largement été réélu contre eux. Ils n'obtiennent aucun Conseiller Général en septembre 1945 et, aux élections d'octobre 1947, seulement 130 conseillers municipaux sur les 3500 des 297 communes du département². Ils bénéficient certes du soutien de plusieurs personnalités – en juin 1946, par exemple, le Docteur Cadillac, Conseiller Général de Selommes et les maires de 11 communes rurales³. Mais finalement, seuls les scrutins législatifs proportionnels leur donnent 1 député en 1945 et 1946 – député qu'ils perdent en 1951, lorsque leurs adversaires et ceux des gaullistes inventent le système électoral des « apparentements »⁴.

... désenchantés ?

De l'effondrement militaire, politique et social de 1940 à la courte liesse libératoire de 1944, le Loir-et-Cher a-t-il construit une perspective de renouveau à partir d'un esprit résistant régénérant ? La société rurale a-t-elle su dominer les divisions et les rigueurs de l'Occupation, ou, comme le proclame le Comité Départemental de Libération, « *procéder au nettoyage des déchets laissés par une occupation ennemie prolongée et corruptrice* »⁵? Le diagnostic d'une grande noirceur posé par le Commissaire de la République de la région d'Orléans en août 1945, 3 mois à peine après la fin de la guerre, est-il très exagéré ou expose-t-il une réalité visible en Loir-et-Cher ?

« *Le manque de sens national et l'absence d'esprit critique continuent à dominer dans sa majorité le peuple français.*

¹ De forts soupçons pèsent même sur des membres de la Résistance communiste lors de l'attentat contre Paul-Boncour en 1945. Des affiches anonymes posées à Saint-Aignan s'en prennent aux « *vieux politiciens tarés* » et demandent « *l'épuration du comité d'épuration* » deux expressions tournées contre Paul-Boncour.

² Mais il est vrai que l'étiquette politique -communiste ou autre- n'est le plus souvent pas affichée dans les communes rurales.

³ Les maires de Saint-Ouen - Fougères - Vineuil - Crucheray - Nourray - Thenay - Seigy - Gièvres - Mesland - Tour-en-Sologne - Langon

⁴ En particulier les socialistes SFIO, les différentes mouvances radicales (radicaux socialistes, démocrates-socialistes de la Résistance, gauches républicaines) et les démocrates chrétiens du MRP. Les listes de candidats pouvaient « s'apparenter » avant l'élection et celles dont le total atteignait 50 % des voix obtenaient tous les sièges... Le parti communiste n'étant « apparenté » à aucune liste perdit son député, Bernard Paumier.

⁵ 1^{ère} proclamation sous forme d'affiche en août 44 du Comité Départemental de Libération.

Il n'arrive pas à se dégager de l'ornière de fraude, de laisser-aller et d'illégalité dus au régime de ces quatre dernières années. L'égoïsme et l'immoralité persistent. Les bonnes volontés sont perdues dans la démagogie de la masse. Les décisions, les appels du gouvernement sont lettres mortes, et il est à craindre qu'ils le resteront tant que ne seront pas décidées, par le gouvernement, des sanctions très graves, des mesures de salut public dont l'exemplarité fera reculer ou hésiter tous ceux qui actuellement font passer leur intérêt personnel avant leur devoir de citoyen.

Il n'est plus actuellement d'esprit de discipline et de solidarité. Personne ne veut aider son voisin et on ne prend exemple sur lui que quand l'exemple est mauvais et généralement impuni.

La presse et les partis politiques, dans leur presque totalité, préfèrent critiquer au lieu d'expliquer, proposent des solutions faciles et impossibles, poussent systématiquement au mécontentement, et encourage la désobéissance aux lois, et l'hostilité à l'égard du gouvernement. »

En mars 1946, au moment de quitter une fonction qui disparaît, le même Commissaire de la République renouvelle dans les mêmes termes ce sombre tableau. Les faits qui alimentent le désenchantement et le pessimisme d'André Mars¹ ne sont pas nouveaux : marché noir, prostitution des jeunes femmes, mépris de la loi, égoïsme, en particulier paysan, ces maux sévissaient déjà pendant l'Occupation. Mais il affirme que la disparition de l'oppression allemande et du régime de Vichy ne les a pas atténués, si même ils ne se sont pas aggravés. Ce dur constat n'est-il que la vision désenchantée, par un notable de la III^{ème} république, d'une société avide de liberté et de plaisirs après une si longue épreuve ?

L'étude locale des premières années post Libération reste à faire. Reconstruire les ponts, les voies, les villes bombardées en 40 puis en 44, retrouver un commerce et des échanges libérés des rationnements, surtout de produits agricoles, dans un département doué pour les produire, rétablir un cadre démocratique : toutes ces tâches demandaient des consensus sociaux que le Commissaire de la République désespérait d'atteindre.

La situation politique du pays n'a guère pu lui fournir d'optimisme : la Constitution adoptée par une Assemblée élue en octobre 1945, largement composée d'hommes (et quelques femmes) issus de la Résistance, est d'abord rejetée à 53 % en mai 1946, et celle issue d'une nouvelle Assemblée constituante n'est approuvée dans le pays que par 53 % des voix en octobre. L'électorat loir-et-chérien a, lui, rejeté le texte proposé les deux fois, par 55 puis 52 % des électeurs, alors que la participation électorale a chuté de 80 à 67 %... La fête libératoire passée, les deux scrutins ont

¹ André Mars, avocat, fut membre du Conseil Supérieur de la Magistrature sous la IV^{ème} République. Avant guerre, il avait été en particulier conseiller au cabinet de Louis Barthou, alors homme politique majeur du centre-droit, jusqu'à la mort de ce dernier en 1934, au cours de l'attentat contre le roi de Yougoslavie.

finalement montré une société partagée, au civisme fragile, sans réel consensus national, les divisions ressurgissant, en Loir-et-Cher comme ailleurs.

Les référendums constitutionnels de 1946

Arrondissement	Participation en mai 1946	<i>Participation en octobre 1946</i>	Oui en mai 1946	<i>Oui en octobre 1946</i>	Non en mai 1946	<i>Non en octobre 1946</i>
BLOIS	79,8%	<i>68,5%</i>	47,3%	<i>48,2%</i>	52,7%	<i>51,8%</i>
VENDÔME	80,6%	<i>65,5%</i>	39,9%	<i>45,5%</i>	60,1%	<i>54,5%</i>
ROMORANTIN	77,3%	<i>66,8%</i>	45,9%	<i>46,4%</i>	54,1%	<i>53,6%</i>